



Vague d'austérité, vague de précarité. Les textes de la matinée d'information organisée par le CBCS, la FdSS, l'Agence Alter et le FBLP (09/05/2012)

Nouveau gouvernement, nouvelles mesures ! Face à une crise socio-économique sans précédent depuis la Grande dépression, le gouvernement fédéral annonce un plan d'austérité drastique qui affecte durement les publics déjà fragilisés que soutiennent nos associations. Pour analyser ces mesures gouvernementales, le CBCS, la FdSS, le Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté et l'Agence Alter ont organisé, le 30 mars dernier, une matinée d'information et de débat, en présence de représentants syndicaux (CSC-FGTB), de CPAS (Fédération des CPAS-AVCB) et de fédération patronale (FASS).

Vous trouverez ci-après l'ensemble des textes :

Accès à l'introduction à la matinée : Charles Lejeune (FdSS) contextualise la thématique et met en garde contre le déficit démocratique à l'œuvre aujourd'hui dans les processus de prise de décision politique de nature macro-socioéconomique.

Accès à l'intervention de Pierre Schoemann (FASS) : dans sa contribution, ce dernier déplore l'abandon du keynésianisme au profit de la doctrine néo-libérale du « laisser-faire ».

Accès à la synthèse et l'analyse de la matinée, par Thomas Lemaigre (Agence Alter)

Austérité, de quoi es-tu le nom ? Petites réflexions sur la langue de la précarité : dans sa contribution, Nathalie Delaleuwe (CBCS) interroge la manière dont nous nommons le réel et démontre l'importance du vocabulaire utilisé pour présenter les mesures d'austérité.

Pour aller plus loin ...

Pour compléter votre information, voici un portefeuille de lecture qui propose des pistes économiques alternatives à l'actuel plan d'austérité du gouvernement fédéral.

Les travailleurs sociaux frappés par l'austérité, par Pierre Loppe (LLB)

L'Europe, malade de l'austérité, par Paul Krugman

L'Europe dans le piège néolibéral, par Jean-Pierre Pagé

Pourquoi faut-il que les Etats payent 600 fois plus que les banques ? par M. Rocard & P. Larrouturou

La crise, entre implosion et explosion, analyse du GRESEA (Groupe de Recherche pour une Stratégie Economique Alternative)

A l'orée d'une année difficile..., analyse de Philippe Defeyt pour l'Institut pour un Développement Durable sur les perspectives économiques que nous réserve la crise pour l'année 2012.



Vague d'austérité, vague de précarité : intervention de Charles Lejeune (FdSS)

Dans sa contribution, Charles Lejeune contextualise la thématique de la matinée met en garde contre le déficit démocratique à l'œuvre aujourd'hui dans les processus de prise de décision politique.

Plus de 13 milliards d'euros ont été économisés par le gouvernement Di Rupo depuis son entrée en fonction. Sans compter les 650 millions de réserve mis de côté pour faire face à des prévisions de croissance en berne.

Accord « juste et équilibré »... Mesures indolores, sans conséquences pour le pouvoir d'achat, bon pour la compétitivité... Chaque parti gouvernemental y trouve son compte.

La métaphore de la râpe à fromage a fait sourire ou frissonner, c'est selon.. Notamment parce que ce qu'elle évoque est assez éloigné de ce sentiment de neutralité qui prévaut dans les commentaires politico-médiatiques.

Il faut dire qu'en Belgique, on est tellement soulagé d'avoir un gouvernement qu'on est prêt à lui laisser passer beaucoup de choses !

Mais aussi quelque part « chapeau l'artiste » devant le travail d'équilibriste piloté par le 1er ministre ! On pourrait avoir le sentiment que la petite Belgique, nichée au cœur de l'Europe, après une période de coma politique presque dépassé, en reste le « bon élève » ! Nous illustrerions, en effet, dans l'exercice du pouvoir, notre capacité permanente à trouver un équilibre entre gestion de la dette publique et maintien d'une certaine solidarité sociale. C'est bien d'ailleurs ce dont s'enorgueillit l'équipe en place.

Tout va t-il donc pour le mieux dans le moins pire des mondes ?

Evidemment non ! Si l'on peut admettre que le gouvernement actuel a effectivement pris des mesures qui, à court terme, préservent l'architecture de notre système social, et protègent partiellement les faibles revenus, il faut cependant rappeler deux éléments du réel qui résistent à la fable qui précède :

1. Dégressivité des allocations de chômage, lutte contre la fraude sociale, augmentation des délais d'attente pour les chômeurs jeunes, activation des demandeurs d'emploi, allongement de l'âge du départ à la prépension, ces mesures-phares vont toucher prioritairement des publics dits « à risque ». Ceux qui, peu à peu, ont rejoint les rangs des surnuméraires, comme les appelle Robert Castel, déclassés par le monde économique réel. En d'autres mots répartir les efforts, même partiellement, sur le dos de celles et ceux qui ne sont ni essentiellement responsables de la situation, ni capables de contribuer positivement à l'effort collectif reviendra à la fois à les fragiliser davantage et à reporter les charges inhérentes à leur « accompagnement » sur d'autres postes budgétaires.

2. La situation sociale qui précédait la crise financière n'était pas fameuse. Les chiffres du chômage stagnent ou augmentent depuis le début des années 2000, l'inégalité des revenus s'est aggravée dans notre région, l'accès à la santé, à la culture, à l'alimentation sont devenus des préoccupations constantes depuis des années. Il est dès lors inévitable que toute nouvelle mesure qui limite le « traitement

social » de la précarité aura un effet globalement négatif sur la situation des bénéficiaires les plus fragilisés. Et puis n'y a-t-il pas quelque chose d'indécent à parler de répartition des efforts sur tous lorsqu'on connaît aujourd'hui le taux de pauvreté dans nos Régions et les écarts effarants de revenus et de niveaux de vie actuels.

Pour bien comprendre ces réalités, il faut les situer dans le contexte politique et idéologique où elles se développent. Trois éléments me paraissent le caractériser aujourd'hui :

Tout d'abord, **la tendance qui domine depuis une vingtaine d'années les politiques sociales porte le doux nom d'«activation»**. De nombreux colloques, analyses ont dénoncé les limites et les effets pervers de dispositifs pensés dans une logique de responsabilisation des acteurs et de contractualisation de l'accès à l'aide sociale.

Cette affaire d'activation renvoie finalement toujours à l'effectivité des droits garantis et/ou à l'effectivité des ressources promises (horizon du projet individuel) et à l'effectivité des ressources mobilisables en amont c.-à-d. chez l'individu activé. En matière d'accompagnement à l'emploi, la question première est de savoir si les emplois recherchés existent. En matière d'accès à l'aide sociale, sous toutes ses formes, la question est de savoir si la motivation individuelle est un moteur suffisant à la réalisation de soi dans la société.

Sans être exagérément 'bourdieusien', l'expérience du travail social nous pousse à nuancer fortement notre jugement sur les supposés « bénéfiques » de cette approche. Les « valeurs » fortes de la réussite prônées par les bénéficiaires de la mondialisation marchande (motivation individuelle, engagement, capacitation, mobilisation de ses compétences, auto-détermination) cherchent à se décliner sans fin parmi des couches de populations qui possèdent moins de clés pour accéder au paradis de la « success story » individuelle.

Conséquences : une montée de la violence institutionnelle sans précédent. Des problématiques dites de santé mentale sans fin qui parlent autant des dégâts de la précarité que du sentiment d'impuissance et de non-reconnaissance vécu par les usagers.

Ensuite, **les grandes tendances à l'œuvre aujourd'hui sur le plan européen ne sont pas rassurantes pour l'avenir de nos « publics »**. Vous connaissez Mario Draghi, actuel Président de la banque centrale européenne ? Il a également été vice-président de la branche européenne de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs. C'est cette banque qui, contre rémunération, a aidé la Grèce à dissimuler son déficit public via un procédé considéré comme relevant de l'inventivité comptable.. Cet ancien conseiller, aujourd'hui Président de la BCE, assène aujourd'hui, dans le plus pur style thatchérien « qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité » ! ([Voir la contribution de Pierre Schoemann](#)). Avec d'autres, tel le premier ministre italien Mario Monti, également issu de la pépinière d'experts en démantèlement du modèle social qu'est Goldman Sachs, il préconise, avec des mots très durs, le renoncement à un modèle social fondé sur la sécurité de l'emploi et sur une redistribution sociale généreuse. Il reprend d'ailleurs à son compte cette phrase -désormais célèbre- proférée par l'économiste allemand Rudi Dornbusch : "Les Européens sont si riches qu'ils peuvent se permettre de payer les gens pour ne pas travailler". Le chantage, depuis des mois, est toujours le même, il tient en quatre points :

1 - Les Etats européens sont surendettés et doivent donc adopter des régimes stricts d'orthodoxie budgétaire.

2 - S'ils ne le font pas (vite et fort) les agences de notation les décoteront, les mettant ainsi à la merci d'une augmentation du coût de la dette... Et donc d'un approfondissement du surendettement. C'est la spirale négative assurée !

3 - Pour éviter ce scénario, il n'y a pas deux façons de faire : pour rétablir la confiance (des marchés), il faut couper dans les dépenses et engager des réformes structurelles du marché du travail et des systèmes de solidarité.

4 - Et si cela crée de la récession et du chômage, rassurez-vous c'est temporaire : cela signifie simplement qu'on n'a pas réformé assez vite et assez profond. Et quand tout cela sera fait, vous verrez : d'un coup de baguette magique, la confiance, toujours celle des marchés, reviendra.

C'est d'ailleurs le message en demi-teinte que les institutions internationales renvoient au gouvernement belge : « c'est pas mal mais il faut faire mieux. Encore un peu de courage et on pourra enfin lever les tabous qui jusqu'ici n'ont pas sauté : indexation des salaires, notamment.

Vous l'aurez compris, ce raisonnement n'est pas uniquement le fait de lobbystes financiers, arrivés par accident aux commandes de pays ou d'institutions européennes désemparées. Il est à la base de l'adoption du Mécanisme européen de Stabilité (MES) et du TSCG (le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance). Ces deux textes annoncent des transformations structurelles fondamentales pour les économies et les modèles sociaux en Europe.

En réalité, le modèle néo-libéral est en train de gagner la guerre qui l'oppose, depuis plus de 30 ans, au modèle social européen. Et à une vitesse telle que ceux qui voudraient le combattre semblent aujourd'hui tétanisés.

Enfin, je ne dirai qu'un mot **du risque du déficit démocratique qui menace nos pays**. Une de nos éminences ministérielles s'est fait tirer récemment les oreilles en dénonçant la confiscation de la démocratie par les clubs d'experts européens. Je pense qu'il avait entièrement raison. La démocratie ne s'est jamais réduite aux élections. La droite financière et politique l'a bien compris : elle cherche avec une redoutable efficacité à éluder le débat démocratique en réservant aux experts le soin de déterminer ce qui est bon pour les peuples. Aujourd'hui les orientations stratégiques de l'Europe qui se dessine sous nos yeux se prennent à l'abri de la confrontation démocratique, dans des lieux comme la Trilatérale ou le Bilderberg. Ce sont des cénacles au sein desquels se dessine l'idéologie d'aujourd'hui. On y retrouve depuis longtemps des gens comme Mario Monti, qui dénonçait déjà il y a quelques années les « aléas de l'humeur démocratique ». C'est le retour du despotisme éclairé des experts, au nom de la politique à long terme et de l'avenir bien compris des peuples (cfr le bouquin de Christophe Deloire et Christophe Dubois : Circus politicus)

La fin de l'Histoire ?

L'histoire n'est jamais finie. La fin d'un monde est l'aube de celui qui se dessine avec nous. Les perspectives ne manquent pas.

Nous pensons qu'il faut relancer le modèle social au lieu de l'abandonner.

La mort annoncée de ce modèle met en péril le système politique européen. En laissant les marchés financiers agir à leur guise et les taux d'intérêts à la merci des agences de notation, l'aide accordée à la Grèce est vouée à l'échec et la prochaine aggravation de la crise est une

question de temps.

Les objectifs qu'il faut poursuivre sont connus : une politique industrielle européenne dirigée vers une Europe écologique et solidaire. Elle s'accompagnerait d'une pondération des niveaux de productivité et des salaires entre les pays. La répartition patrimoniale et salariale entre les classes sociales, mais également entre les pays de la zone euro, devrait être nivelée à travers une imposition plus forte des hauts salaires et fortunes. Le résultat serait une plus grande égalité devant l'impôt en Europe plutôt que la recherche d'efficacité toute aléatoire en Grèce.

On en est loin c'est vrai. Aux défenseurs d'une Europe sociale de mettre en place des stratégies de résistance à ce qui est en train, sous nos yeux, de se mettre en place. Il est grand temps d'unir nos voix et nos forces, notamment associatives et syndicales, pour pousser les partis progressistes à forcer le chemin d'une véritable Europe sociale. Je pense que notre rôle est de faire pression sur ces courants politiques pour qu'ils sortent des errements de la Troisième voie chère à Tony Blair.

Sigmar Gabriel, leader du SPS, semble penser aujourd'hui, dans une interview récente au journal « Libération »

que cette troisième voie « n'était rien d'autre qu'une tentative d'habillage sous des dehors sociaux-démocrates de projets en partie néo-libéraux ».

Si c'est lui qui le dit !

Charles Lejeune (FdSS), pour le CBCS ASBL



Vague d'austérité, vague de précarité : intervention de Pierre Schoemann (FASS)

Dans sa contribution, Pierre Schoemann déplore l'abandon du keynésianisme au profit de la doctrine néo-libérale du « laisser-faire ».

Avant d'évoquer les logiques éventuelles d'une mesure imposée au nom d'une supposée rationalité économique, à la majorité de la population, rappelons-nous qu'en fonction des pressions financières et politiques ou des modes du moment, les acteurs économiques et politiques dominants cultivent leur propre version de la vérité. Une version qui n'entretient finalement aucune relation avec la réalité de la majorité des gens.

Ceci étant dit, l'enjeu de ces quelques réflexions consiste à éviter de se tromper de question. Il ne s'agira pas de démontrer l'inefficacité des mesures d'austérité mais plutôt d'identifier les principaux objectifs poursuivis par ceux qui les imposent.

Pour rappel, la crise bancaire qui a éclaté aux Etats Unis et en Europe en 2007-2008 a provoqué dès 2010 la crise des dettes publiques, notamment par la socialisation des pertes des banques privées et par les baisses d'impôts octroyées depuis une dizaine d'années aux grandes entreprises et aux plus hauts revenus. Cette crise a par ailleurs également révélé les limites des promesses tenues par la monnaie unique européenne.

Les experts des classes dirigeantes ne retiennent que les conséquences de cette crise, et l'endettement des états en devient dès lors la cause, et l'austérité la seule solution.

Pourtant, l'histoire économique nous montre qu'alors qu'une dette privée est censée être remboursée, une dette publique peut toujours être refinancée, en s'assurant qu'elle n'augmente pas plus que les recettes publiques. Par exemple, la dette contractée par les Etats-Unis lors de la deuxième guerre mondiale n'est toujours pas remboursée.

Dans l'absolu, une dette publique n'est donc pas nécessairement un problème, elle peut même au contraire être une solution.

La dette publique devient un problème quand les conditions de son financement deviennent incontrôlables.

Est-il normal que ces conditions soient en grande partie déterminées par des agences de notation privée ?

Est-il normal que les Etats se retrouvent à devoir financer leur dette à des taux d'intérêt 10 fois plus élevés que ceux offerts par la Banque Centrale Européenne au secteur bancaire privé ?

Est-il normal d'avoir réduit les rentrées fiscales durant ces 10 dernières années en supprimant dans la plupart des Etats européens les taux de taxation des plus hauts revenus et en réduisant l'impôt sur les bénéfices des sociétés ?

Enfin, plus globalement, est-il normal que les états doivent se financer sur les marchés privés et plus auprès de l'organisme qui émet la monnaie ?

Plus fondamentalement, c'est lors d'un boom économique que les dépenses publiques doivent être réduites et non pas en période de récession. C'est en tous les cas ce qui était enseigné en sciences économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'aux années 70.

Depuis lors, une autre vision s'impose peu à peu en Europe. Une vision ancienne qui présente le capitalisme comme un système capable de s'équilibrer de lui-même. Un système qui ne supporte pas l'intervention des pouvoirs publics, un système qui n'a besoin que d'une chose, c'est d'une bonne gestion de la quantité de monnaie en circulation. C'est ce que défendent les monétaristes ou les néo-libéraux.

Cela fait maintenant plus de 30 ans que les politiques néo-libérales sont appliquées en Europe. Il est évident que l'austérité est la réponse à la crise imposée par le FMI, les Troïkas de tous poils, les gouvernements de droite et un peu moins de droite, et les multiples et puissants lobbies financiers et industriels internationalisés. Cette pensée a percolé dans la plupart des lieux de la décision économique et politique.

Le nouveau pacte de stabilité, la fameuse règle d'or qui impose les équilibres budgétaires et la réduction drastique des dettes publiques n'est rien d'autre que la mise en œuvre de ce dogme néo-libéral.

C'est la fin d'une philosophie politique pour qui les dépenses et les déficits publics constituent des instruments de réajustement des déséquilibres économiques et sociaux indispensables en période de récession.

C'est la fin de cette vision de l'économie politique qui a été théorisée dans les années 30 par Keynes et qui considère que les gouvernements doivent consentir à des déficits pour relancer les économies chancelantes et réduire les dépenses pour calmer les économies en surchauffe. C'est cette manière de penser et d'intervenir que le nouveau pacte de stabilité veut interdire.

Comme le disait un journaliste irlandais, « Interdire le keynésianisme dans le sillage du grand krach de 2007, c'est un peu comme réagir à une fusillade sanglante en interdisant les gilets pare-balles. L'Irlande en est malheureusement un exemple parfait. »

En réalité, les politiques d'austérité consistent à achever le travail entrepris par les politiques néo-libérales initiées par Thatcher et Reagan au début des années 80.

Le remboursement de la dette publique est à la fois le prétexte pour imposer l'austérité et un puissant mécanisme de transfert des revenus de la majorité des citoyens vers une minorité privilégiée (des 99% au profit du 1%).

L'austérité est la thérapie de choc administrée par ceux là même qui ont tout mis en œuvre pour supprimer les modes de contrôle du secteur financier, ceux qui ont poussé à la déréglementation et qui ont systématiquement neutralisé toute tentative de régulation d'une crise financière prévisible.

Toutes les grandes crises financières ont pourtant prouvé que la mauvaise gestion des risques par le secteur privé était l'un des éléments essentiels de ces crises.

Cependant, pour la droite libérale, l'Europe est en difficulté parce qu'elle

dépense trop pour aider les pauvres, et que c'est donc à cause de l'État-providence qu'on est en crise.

"Le modèle social européen est mort" ! Cette récente déclaration de Mario Draghi, Président de la BCE, résume fort bien cette détermination. Pour Mario Draghi, ancien banquier de Goldman Sachs il n'y a "pas d'échappatoire" possible à la mise en œuvre de politiques d'austérité très dures dans tous les pays surendettés et cela implique de renoncer à un modèle social fondé sur la sécurité de l'emploi et une redistribution sociale généreuse.

Ce modèle sur lequel l'Europe a basé sa prospérité depuis la seconde guerre mondiale a disparu ("has gone"), estime Mario Draghi, qui rappelle la formule de l'économiste allemand Rudi Dornbusch : "Les Européens sont si riches qu'ils peuvent se permettre de payer les gens pour ne pas travailler".

Et pourtant, avant la crise, parmi les pays en difficulté (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie) seule l'Italie était classée parmi les cinq premiers pays européens en terme de dépenses « sociales » mais elle était cependant inférieures à celle de l'Allemagne ... Ce ne sont donc pas les dépenses de l'État-providence qui ont provoqué leurs difficultés.

La crise de la dette publique et les politiques d'austérité qui sont imposées sont des prétextes pour détruire les acquis sociaux au nom de politiques de relance censées accompagner les mesures d'austérité.

Pour les néo-libéraux, la relance économique se résume à augmenter la compétitivité des entreprises en diminuant leurs coûts de production, c'est à dire les salaires.

C'est pourquoi, les politiques de relance actuelles se traduisent par une remise en cause sévère des droits des travailleurs : les licenciements sont facilités, les salaires et les allocations de chômage réduits, l'âge des retraites repoussé, le nombre de fonctionnaires fortement réduit.

Les organisations syndicales et les processus de concertation sociale sont évidemment dénoncés comme les principaux responsables de la crise européenne.

Il y a quelques jours le chef du gouvernement italien Mario Monti déclarait « la politique a trop souvent écouté les diverses catégories sociales », critiquant implicitement le principe de concertation qui était appliqué en Italie jusqu'à l'arrivée de son gouvernement et qui offrait, selon lui, une sorte de "droit de veto" à certains syndicats.

La vérité comme le disait l'économiste américain JK Galbraith, c'est que le sens de la responsabilité chez les gens de la finance envers les gens en général n'est pas mince : il est presque nul.

Ou comme l'expriment certains autres, « Il faut en finir une fois pour toute avec l'aide à ces salauds de pauvres ... »

Finalement, tous ça n'est qu'une question de point de vue ...

Pierre Schoemann (FASS), pour le CBCS ASBL



Mesures d'austérité : râpe à fromage et bouts de ficelle

Alter Echos, n  336, secteur : Action sociale, rubrique : Focus, date : le 29.04.2012, par : Thomas Lemaigre,

Anticiper l'impact social des coupes budgétaires du nouveau gouvernement fédéral n'est pas un exercice aisé. En particulier si l'on a le souci de trouver un minimum de recul critique et de déceler les perspectives et leviers d'action à la portée des services sociaux et des travailleurs de première ligne. C'est l'exercice qui était proposé le 30 mars à Saint-Gilles, dans une salle opportunément pr t e par le CPAS, qu'une centaine de personnes se sont retrouvées à une réunion d'information et de réflexion organisée par quatre associations¹. C'est aussi le sens du rapport qu'a publié, le 2 avril, le Service interfédéral de Lutte contre la pauvreté, un document de référence sobrement intitulé « Lecture de l'accord du gouvernement fédéral »².

Pour être aussi proches que possible des pratiques et questions du terrain, les organisateurs et intervenants ont dégagé deux problématiques clés où l'austérité va avoir sans tarder des effets réels sur les conditions de vie des plus démunis. Il s'agit de la lutte contre la fraude sociale et de l'émergence de politiques qu'on peut provisoirement désigner comme de l'activation sociale.



  Agence Alter/Baudouin Massart

Lutte contre la fraude sociale

Comme chaque fois que le fédéral a besoin de marges, il remet à l'agenda la lutte contre la fraude fiscale. Cette fois, il y a ajouté la fraude sociale. Myriam Gérard, secrétaire régionale bruxelloise de la CSC, voit cela d'un bon oeil pour ce qui est de renforcer le contrôle des lois sociales. Surtout dans la mesure où l'approche consiste à responsabiliser et sanctionner les employeurs fraudeurs et les maîtres d'ouvrage, pas seulement les travailleurs au noir. Mais elle se montre plus attentiste sur la lutte contre la fraude aux allocations sociales, dans la mesure où celle-ci est essentiellement la conséquence d'un combat syndical et féministe inabouti, celui de l'individualisation des droits.

Le gouvernement a en particulier prévu qu'on puisse identifier les adresses fictives des allocataires sociaux en recoupant les données des firmes de distribution d'eau, de gaz, de télévision, etc.³ Ce qui pourrait être d'autant plus facile avec l'introduction des compteurs intelligents prônée par la Commission européenne, certains pouvant transmettre des données de consommation de façon plus régulière (au minimum, mensuelle). Christine Dekoninck, secrétaire de la fédération bruxelloise des CPAS, reconnaît qu'il existe des fraudes aux allocations au montant isolé dans le chef de bénéficiaires qui relèvent en principe de la catégorie cohabitant, mais « les fraudes de ce type détectées au niveau des CPAS sont toujours liées à des situations où c'est la survie qui est en jeu. On risque de se tromper de cible, nous avons de grosses inquiétudes, y compris sur la mise en oeuvre : on parle désormais de droit pénal social et d'inspecteurs fédéraux qui viennent dans les CPAS examiner les opérations, ce qui pose de graves questions de secret professionnel et implique nombre de nouvelles procédures à respecter ». Le 19 avril, la Politique scientifique fédérale présentait d'ailleurs au public un rapport de recherche sur la fraude fiscale et sociale – nous y reviendrons dans une toute prochaine  dition⁴

Pour Pierre Schoemann de la FASS⁵ on devrait adopter une logique différente et faire entrer un maximum de gens dans nos mécanismes de solidarité. Et de faire référence à un rapport français récent selon lequel une personne sur trois qui aurait droit au RSA ( quivalent de notre RIS) ne le demande pas⁶

Des minima sociaux dont le niveau permette de vivre dignement

Au Service de lutte contre la pauvreté, on n'y va pas non plus par quatre chemins : il faut augmenter les minima sociaux et individualiser les droits. « Les personnes qui (...) perdent le statut d'isolé et se voient octroyer le statut de "cohabitant", avec à la clé une réduction de leurs revenus, lorsqu'elles cherchent à faire des économies d'échelle en partageant un logement avec d'autres. Notons au passage que de plus en plus de personnes, étudiants ou travailleurs, choisissent la colocation afin de diminuer les frais relatifs au logement. Un débat mérite d'être mené sur ces différents statuts dans le régime de l'aide sociale et de la sécurité sociale vu les conséquences néfastes qu'ils entraînent pour les bénéficiaires. Cette question des statuts est aussi à traiter de manière prioritaire vu qu'elle donne lieu à de la "fraude sociale" et que des mesures seront prises pour combattre cette dernière. »

Activation sociale

Eric Buysens, directeur du Service d'études de la FGTB Bruxelles, synthétise le contexte avec une image forte : « On a comme des carrousels qui fonctionnent entre trois sphères de la protection sociale : les CPAS, l'assurance chômage et l'assurance maladie. Partout, on essaie de faire avancer les gens vers le marché de l'emploi ou vers une autre de ces sphères. Bien sûr, on en voit qui avancent avec des parcours sans faux pas, mais qui ne montent jamais sur un emploi. On a tendance dès lors à les voir comme des coûts, des poids morts, raison pour laquelle chaque régime a la tentation de s'en débarrasser, par exemple de l'assurance maladie vers le chômage.  a crée des interstices. » Qu'on les appelle trous noirs ou espaces de transition, la question est de les réguler, de les organiser pour en faire des leviers d'émancipation et non des pièges en série.

« Ces personnes n'ont pas toutes un problème de santé ou de handicap, précise Christine Dekoninck. Il y a simplement des problématiques sociales qui appellent un accompagnement, pour lequel les CPAS disposent d'outils adaptés. » Et de pointer les différentes expériences en matière d'activation sociale, ou d'insertion sociale. Mais en précisant qu'on peut s'y prendre de deux manières opposées. « Soit dans une logique de travail social, où avec du temps on peut aider à retrouver une inscription sociale, des rythmes de vie, etc., mais là, on doit bien mettre entre parenthèses, le temps qu'il faut, la question du retour à l'emploi. L'autre logique est celle que les CPAS craignent de se voir imposer par le fédéral⁷, dans une optique d'obligation de participer à la société, assortie de sanctions, comme il semble que cela soit testé en Flandre. »

La méfiance est également du côté syndical : Myriam Gérard demande à ce que la concertation sociale soit associée au plus vite à la définition des catégories de personnes concernées, telles les MMPP que le Forem a tenté d'instituer il y a deux ans. « Déjà avec le gouvernement Leterme, l'idée était de créer une définition au niveau fédéral et de la faire appliquer au niveau des Régions. Mais on ne sait pas où tout cela se passe pour le moment. Ici aussi un débat sera nécessaire, et les syndicats ont besoin d'un contact étroit avec les travailleurs sociaux de terrain. Parce que je suis aussi convaincue qu'il y a des gens à qui il faut laisser la paix un certain temps, avec maintien des droits. »

D'autres pierres d'achoppement

Christine Dekoninck, relayée sur certains points par les autres intervenants, énumère une série d'autres craintes des CPAS :

- Le détricotage des ILA, ces initiatives montées par les CPAS pour l'accueil de 60 % des demandeurs d'asile, en retirant 12 millions d'euros de leur budget ;
- La diminution du taux de subsidiation des demandeurs d'asile mineurs accompagnés ;
- La diminution des subventions dites « contingents article 60 » qui permettent aux CPAS de mettre des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale à l'emploi le temps de réouvrir leurs droits à la sécurité sociale ;
- L'allongement des stages d'attente pour les nouveaux demandeurs d'emploi va provoquer un afflux de demandes d'aides aux CPAS, ainsi que l'augmentation de la « dégressivité » des allocations de chômage (le montant de l'allocation va diminuer plus vite avec le temps).

Vers la sous-protection sociale ?

Le rapport du Service de lutte contre la pauvreté relève lui aussi nombre de risques importants. Françoise De Boe, sa responsable, pointe surtout deux grandes tendances :

- les évolutions en matière de sécurité sociale (modification des conditions d'accès, des durées d'indemnisation, dégressivité des allocations de chômage) rendent la protection sociale moins efficace pour contenir la pauvreté. Avec à terme des répercussions sur le nombre de demandes adressées aux CPAS, acculés à faire plus avec moins ;
- le fait que les services publics sont confiés à la sphère privée a des répercussions à terme sur la qualité de service, l'accès, etc., et donc des impacts négatifs sur la pauvreté.

Françoise De Boe insiste aussi sur la problématique de la garantie locative : « Le système actuel ne marche pas, et les garanties restent un obstacle de premier plan en matière de lutte contre la pauvreté. Or le gouvernement Leterme n'a pas eu le temps de finaliser les mesures qu'il avait préparées, en particulier la création d'un fonds public de garanties locatives. » Ce chantier est mûr, que ce soit le fédéral ou les régions qui aient à le faire atterrir.

Un arrière-fond très politique

Mais nombre d'interventions de la matinée du 30 mars ont dépassé la description des politiques et la discussion de leur impact. Elles se sont aussi bien situées sur des plans plus engagés, plus politiques, plus idéologiques. Il est vrai que les problèmes ne peuvent pas être appréhendés qu'en se focalisant sur le bout de la chaîne de décisions, c'est-à-dire sur le terrain des pratiques du travail social. Comme l'a rappelé Pierre Schoemann , « alors que le problème premier, c'est une crise financière, on considère que c'est le modèle social qui est l'obstacle aux solutions nécessaires ». Cherchez l'erreur... Et d'en appeler à « renverser la perspective » et à démonter la « supercherie ».

Donc, oui, la pilule de l'austérité est dure à avaler dans les secteurs sociaux. Très vite, on comprend aussi à quel point les mesures sont éparpillées. On a utilisé l'image de la râpe à fromage, rappelle Charles Lejeune, directeur de la Fédération des services sociaux, l'une des quatre associations coorganisatrices. « Cela devait vouloir dire qu'on ne touchait à rien d'essentiel. Mais moi, l'image me fait plutôt frémir » tant il est vrai que la plupart de ces mesures vont toucher le plus durement les tranches de revenu basses et moyennes, et que le paysage préexistant n'était déjà pas particulièrement rose en termes d'inégalités.

Il rejoignait Eric Buysens et Myriam Gérard sur plusieurs points, au premier rang desquels la contestation des mesures d'activation des allocations sociales, leur logique de tout à l'emploi, et plus largement tous les discours qui permettent depuis 30 ans de justifier les coupes budgétaires sur l'air de TINA – « There is no alternative » – au profit d'une orthodoxie libérale particulièrement dangereuse pour les libertés et pour la démocratie.

Et il existe bien des peurs par rapport aux vraisemblables prochaines étapes, que ce soit un nouveau train de coupes budgétaires au fédéral, que la Commission européenne pourrait exiger à court ou moyen terme, ou plus particulièrement les 250 millions que le fédéral a demandé aux Régions et Communautés de trouver sur leurs budgets 2012... et qui ne manqueront pas de toucher les secteurs sociaux.

1. L'Agence Alter, le Forum bruxellois de Lutte contre la Pauvreté, le Centre bruxellois de coordination sociopolitique et la Fédération des services sociaux - info : CBCS, rue Mercelis, 27 à 1050 Bruxelles
- tél. : 02 644 04 81
- courriel : awillaert@cbcs.be - Les textes de quelques interventions, un portefeuille de lecture et d'autres documents sont disponibles sur www.cbcs.be
2. Téléchargeable sur le site : www.luttepauvrete.be/ - info : Françoise De Boe
- tél. : 02 212 31 61
- françoise.deboe@cntr.be3. Voir le communiqué du Conseil des ministres du 24 janvier 2012, point de la loi-programme intitulé « fraude au domicile ». Voir aussi le point 2.1.9 de l'accord de gouvernement : <http://ds.static.rtbf.be/article/pdf/2011-12-01-projet-declaration-politique-generale-1322833221.pdf>
3. **Fédération des Associations sociales et de Santé** :
- adresse : rue Gheude, 49 à 1070 Bruxelles , Belgique
- 0475 58 26 10
- fax : 02 223 37 75
- courriel : info@fass.be Rappelons que la FASS est l'une des rares fédérations patronales du non-marchand qui avait appelé ses membres à participer à la grève générale du 30 janvier dernier contre les mesures d'austérité fédérales. Voir www.fass.be/Appel%20FASS.pdf
4. Voir www.belspo.be/belspo/fedra/proj.asp?l=fr&COD=AG/JJ/1376. Le rapport est téléchargeable ici : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/114000721/index.shtml>
5. En référence à ce paragraphe de l'accord de gouvernement (au point 3.3.1.b) : « Pour les personnes qui ne parviendraient pas à une activation professionnelle parce qu'elles sont trop éloignées du marché de l'emploi, les CPAS s'engageront dans leur activation sociale en les incitant à une participation sociale utile. »



Austérité, de quoi es-tu le nom ? Petites réflexions sur la langue de la précarité (16/05/2012)

Le 30 mars, le CBCS organisait aux côtés de trois autres associations **(1)** une matinée d'information consacrée aux mesures d'austérité concoctées par le gouvernement fédéral Di Rupo. L'objectif était de présenter aux travailleurs sociaux les enjeux de ces économies d'ampleur : 13 milliard en 2012. Et de tenter - dans la mesure des informations dont nous disposions - d'estimer les répercussions de ces coupes sombres dans le budget public sur le travail des CPAS, des associations de 1ère ligne, des centres d'aide sociale... Notre souci était également de replacer cette politique d'austérité dans un contexte critique en se demandant si, au final, le remède ne risquait pas d'être plus terrible que le mal.

Dans un deuxième temps, notre ambition était de contribuer à la réflexion des travailleurs sociaux autour de ces mesures qui, nous le craignons, vont « traire », pour utiliser un terme fâcheux mais à la mode, les plus démunis. Cette matinée n'était pas conçue pour défendre les acquis de nos secteurs ni de pousser la complainte du travailleur social. Notre souci était d'exprimer une véritable inquiétude face au démantèlement d'un système socio-économique sensé servir (encore) de rempart à la grande précarité.

Au cours de cette matinée, une réflexion de Myriam Gérard de la CSC m'a particulièrement marquée. Elle évoquait le fait qu'un nombre grandissant d'acteurs économiques étaient conscients du danger qu'un démantèlement complet de l'Etat social faisait courir à notre système démocratique. Elle nous mettait en garde contre la guerre des esprits qui règne dans les médias, la culture... « *On vit une guerre de contrôle des cerveaux. Et il faut bien remarquer que la presse et aussi en partie le monde de la culture font parfois preuve d'aveuglement, voire de complicité,* déclarait la syndicaliste. **Et cette guerre porte sur le vocabulaire.** » Myriam Gérard nous invitait à être vigilants : vigilants sur les mots qu'on utilise et vigilants sur les glissements de genre qu'on leur fait subir. Par conformité, facilité ou effet de mode. La langue n'est jamais un hasard.

La langue de l'empire

Il y a quelques années, dans le village de Lasalle, lors d'un festival de documentaires qui se déroule tous les deux ans dans les Cévennes, terre empreinte de protestantisme et de résistance, j'ai entendu parler Eric Hazan, un ancien chirurgien devenu éditeur et auteur d'un petit livre décapant : « LQR : la propagande du quotidien **(2)** ». Ce petit essai dénonce la langue de bois moderne telle qu'elle est promue par les médias et les élites dirigeantes, la LQR ou Lingua Quintae Respublicae (la Langue de la Cinquième République). On venait de projeter dans la fraîcheur du temple protestant le documentaire de Stan Neumann consacré au linguiste allemand, Victor Klemperer (1881-1960) **(3)**. Je garde un souvenir vivace de ce film en noir et blanc qui évoquait le travail de décortication, comme on décortique une crevette, écaille après écaille, de la langue des nazis telle qu'elle apparaissait dans les journaux, la radio, les meetings politiques...

Travail quotidien, consigné dans un journal intime, cette œuvre intellectuelle fut patiemment élaborée par Klemperer, qui se raccrochait à sa discipline, la linguistique, pour ne pas sombrer dans la folie de l'époque.

Quelles étaient les caractéristiques de la LTI (Lingua Tertii Empirii ou langue du Troisième Reich), comme la baptisa Viktor Klemperer ? Pour s'insinuer dans la tête du plus grand nombre, la LTI usa d'expressions

isolées, de tournures et formes syntaxiques qui s'imposaient quasiment spontanément à la masse des gens (4). L'important est de s'adresser au plus grand nombre, d'ancrer le vocabulaire politique dans le concret. D'abolir l'analyse intellectuelle pour favoriser le ressenti, l'émotionnel. On détrône la raison et on parle du corps, de la nature animale de l'homme, et donc de son droit à dominer, voire exterminer les plus faibles.

Autre caractéristique de la LTI : l'usage des euphémismes pour atténuer la réalité inhumaine du régime (ne parlait-on pas de solution finale à la question juive alors qu'il s'agissait de l'extermination systématique de toute une population ?). « *Ce qui est populaire, c'est le concret ; plus un discours s'adresse aux sens, moins il s'adresse à l'intellect, plus il est populaire. Il franchit la limite qui sépare la popularité de la démagogie dès lors qu'il passe délibérément du soulagement de l'intellect à sa mise hors circuit et à son engourdissement* », écrivait Viktor Klemperer.

« Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde » (Albert Camus)

La langue est centrale car elle englobe tout : notre rapport au monde, notre capacité à distinguer, à nommer, à identifier. Ne dit-on pas qu'un Inuit dispose d'une centaine de mots pour désigner la neige ? La réalité fait la langue et la langue, la réalité. Dans le flou idéologique actuel, il est parfois difficile de décoder l'économie. Car celle-ci nous est présentée comme une science – complexe, un peu réservée aux initiés mais une science quand même -, difficilement discutable même si, ici et là, des brèches de contestation apparaissent y compris au sein des économistes (5).

Dans l'Etat de droits qui est le nôtre, l'adhésion est fondamentale. Pas de baïonnettes ni de camps pour nous faire obéir. Il faut fabriquer le consentement. **Susciter l'approbation. Et cela se fait par les mots**, les arguments, le langage. Et c'est heureux. Mais cela nous invite aussi à la vigilance préconisée par Myriam Gérard.

La Langue de l'empire néolibéral

Dans son supplément littéraire du 20 avril 2012, le journal Le Monde évoquait l'œuvre du linguiste Emile Benveniste (1902-1976) à l'occasion de la publication de « Dernières leçons. Collège de France (6) ». Dans ce texte, le linguiste, grand féru de psychanalyse, définissait ainsi la particularité de la langue. « *Leçon 7 : Je crois que la principale différence entre la langue et les systèmes sémiotiques (NDLR : les systèmes de signes comme par ex. les panneaux routiers, la signalétique urbaine, etc.) est qu'aucun système sémiotique n'est capable de se prendre lui-même comme objet ni de se décrire dans ses propres termes.* » Et l'auteur de l'article, Roger-Pol Droit, de conclure que « *Seule la langue, pour Benveniste, est donc capable de se décrire elle-même. Elle est même si englobante qu'elle « inclut la société ».* Nous ajouterions qu'elle fait société, qu'elle nous façonne, définit notre rapport au monde. Et donc rien dans la langue n'est « innocent ».

Ainsi il n'est sans doute pas innocent de voir qu'il est de moins en moins question d'Etat providence, reliquat des politiques keynésiennes et des Trente Glorieuses mais d'Etat social actif. Tout comme ce n'est pas un hasard si on parle aujourd'hui d'assistanat là où, il n'y a pas si longtemps, on aurait parlé de solidarité. Le vocabulaire n'est jamais neutre.

Prenons le terme d'exclu. Si dire, c'est énoncer son rapport au monde, que recouvre ce choix sémantique ? Eric Hazan classe ce vocable dans la catégorie des euphémismes dont la LQR serait très friande. Rappelons

qu'une des caractéristiques des euphémismes est de permettre la distance entre soi et la réalité. « *Un des ressorts de la LQR est l'emploi d'euphémismes*, explique Eric Hazan dans un entretien donné au Télérama. *Il y a ceux qui font rire depuis longtemps – les infirmes devenus des handicapés, les femmes de ménage des techniciennes de surface, etc. Ceux qu'on a moins remarqués : ainsi il n'y a plus de pauvres, mais des gens de condition modeste ; les opprimés ont également disparu. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a plus d'opresseurs : s'il existait des oppresseurs, il y aurait de la lutte des classes, et cela voudrait dire qu'il existe des classes (on préfère « couche », « tranche », « catégorie »). Tout ce vocabulaire est gommé. Mais comme la misère est devenue trop visible pour qu'on puisse la nier, on a trouvé un mot formidable pour la désigner, typique LQR : les « exclus ».*

L'intérêt de la manœuvre ? Si l'opprimé est forcément victime, l'exclu, lui, est quelque part responsable de sa situation. « *Remplacer les opprimés par les exclus, c'est remplacer la lutte pour la justice sociale par l'humanitaire, rappelle Hazan.* »

A méditer quand on constate une certaine évolution dans la manière d'aborder la lutte contre la grande exclusion sur le modèle de l'urgence humanitaire pratiquée en Erythrée ou Somalie dans les années 80. Ne met-on pas en place chaque hiver à Bruxelles un dispositif d'hébergement de la grande précarité un peu comme on installe un camp de réfugiés qui sera, c'est inéluctable, démonté au retour de la belle saison ? L'urgence, dernier idiome à la mode : totalement impératif.

Autre avantage de ce glissement lexicologique : l'exclu caractérise un état. « *Il n'y a pas « d'exclueur » et les « inclus » ne voient pas comment changer cet état, ce qui lui permet de perdurer* », lit-on dans le Dico de la Novlangue (7). Le lecteur y trouvera un florilège de termes de la Novlangue (en référence à George Orwell qui, dans son livre « 1984 », avait imaginé la langue de l'Etat totalitaire, l'English Socialism ou l'IngSoc, appelée aussi Newspeak par opposition à l'Oldspeak.)

Retour de l'ordre moral ?

Un effet pervers, me semble-t-il, de cette dérive langagière est le discours moralisateur qu'il sous-tend. Le 30 mars, un travailleur social posait une question intrigante, voire même un peu dérangeante. Il demandait comment faire face aux bénéficiaires des services sociaux qui, lui semblait-il, avaient une meilleure connaissance de leurs droits que de leurs devoirs. En réponse, on évoqua le fait que les personnes précarisées développent des stratégies de survie selon leur perception de la réalité. Pour certains, ces stratégies apparaissent opportunistes. Pour d'autres, il y a là une manière de tirer le maximum du système, tout en sachant que celui-ci ne les aidera pas à sortir définitivement de leur précarité. L'ascenseur social est resté bloqué au -2. « *Il faut contextualiser pourquoi les gens ne sont pas proactifs dans leurs démarches*, expliquait Charles Lejeune, secrétaire général de la FdSS. *L'aide sociale et quelques petits boulots leur permettent de survivre. Sans plus.* »

Mais ne faut-il pas aussi entendre dans cette question la violence psychologique que subissent certains travailleurs sociaux ? Comment parvenir à discerner une perspective d'inclusion dans cette exclusion chronique cause de tant de souffrances mentales ? Où trouver la porte de sortie de la misère qu'on tente, jour après jour, d'écoper sans jamais voir le fond de cale ? Et en même temps, ce cri de dépit de la part de certains travailleurs sociaux n'en dit-il pas beaucoup sur les difficultés de leur travail, sur l'impuissance institutionnelle qui écrase les meilleures volontés et les consciences les plus professionnelles ?

Et puis, **si l'on se souvient du fait que l'autonomisation de la personne était une des revendications de mai 68, on se dira que décidément, rien n'est simple** et que des demandes émanant de la société civile, une fois entendues par le politique, peuvent aussi devenir des enfermements. Perversion du vocabulaire.

Là où l'Etat se désengage, c'est la moralisation rampante qui se rappelle à nous, de manière insidieuse, souvent à notre corps défendant. Face à des injonctions telles que « Il faut se bouger », face à la tendance qui tend vers une plus grande autonomie des citoyens dans l'obtention de leurs droits sociaux « Activez-vous ! », il y a aussi un retour à l'idée, pas si lointaine, du temps de la charité des dames patronnesses. Il existerait donc les bons et les mauvais pauvres. Ceux qui sont conscients de leur situation et mettent tout en œuvre pour s'en sortir. Peu importe ce qu'on l'on entend par s'en sortir. Et puis il y aurait ceux qui profitent ou manquent de réalisme. « *Quand je vois qu'un couple surendetté utilisent sa prime de fin d'année pour partir en vacances, je leur coupe l'accès à l'épicerie sociale* », me confiait dernièrement une assistante sociale dont la jeunesse ne semblait pas tempérer les certitudes. Aujourd'hui, chacun classe qui il veut dans l'une ou l'autre catégorie selon son vécu, ses affects ou son blues du moment. Il y a ceux qui profitent et puis il y a ceux qui méritent. Tangent, comme approche... oui, mais tellement humaine. Moi aussi, sur mon chemin entre la maison et le travail, je classe mentalement les mendiants entre les bons et les mauvais. Avec comme critère d'exclusion de ma charité ceux qui mendient avec enfants. Sans pouvoir expliquer précisément pourquoi. Peut-être ferais-je mieux de classer les politiques qui permettent une telle résurgence de la misère dans l'espace économique parmi les plus riches du monde, l'Europe...

La violence ne réside-t-elle pas dans le fait pour un Etat de lancer l'injonction d'activer des gens pour obtenir un emploi qui n'existe déjà plus ? Et comment se fait-il que nous soyons parvenus à devoir nous battre pour sauvegarder quelques droits sociaux alors que le contrat démocratique entend assurer les droits économiques et l'égalité des chances ? Ne sommes-nous pas déjà en retard d'une bataille ? Où sont passés nos rêves ?

Le droit, un vain mot ?

Tout comme il est bon de rappeler que l'alimentation est un droit et non une charité, il est aussi utile de se souvenir que dans la Constitution belge, l'article 23 affirme que « *chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.* » Ces droits comprennent le droit au travail « *dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible (...)* ». La constitution parle aussi de droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique, à un logement décent et à l'épanouissement culturel et social.

Ce que nous défendons ne sont pas des privilèges économiques en voie de disparition mais des droits coulés dans le bronze de la Loi fondamentale. Les mots comptent. On ne peut les rendre complètement vains.

La LQR comme grille de lecture

Les exercices de lecture de la LQR permettent de rendre à la langue sa force, sa vigueur. Bien sûr, d'aucuns pourraient objecter que c'est le défaut de l'époque de voir partout des liens avec le nazisme. Loin de nous l'envie de tomber dans le piège du point Godwin, loi selon laquelle « *Plus une discussion sur internet dure longtemps, plus la probabilité d'y trouver une comparaison impliquant les nazis ou Adolf Hitler s'approche de 1.* », lit-on sur Wikipédia. Ce serait ironique de dénoncer la banalisation de la langue pour ensuite tomber dans la trivialisation du passé. Mais comme l'explique très bien Eric Hazan, « *C'est en relisant Klemperer que j'ai eu l'idée du livre (NDLR : sur la LQR). Je n'ai pas voulu le mettre en parallèle. Klemperer dit : "Le nazisme s'est insinué dans la chair et le sang du grand nombre à travers des expressions isolées, des tournures, des formes syntaxiques qui s'imposaient à des millions d'exemplaires et qui furent adoptées de façon mécanique et inconsciente". C'est en lisant ce genre de phrase que je me suis dit : même si ce qui se passe chez nous n'a rien à voir avec le nazisme, le mode de fonctionnement de la langue est très voisin.* »

Comparaison n'est pas raison. Mais parfois remonter le fil d'une évolution permet parfois de mieux percevoir d'où elle vient. Les mots ont une histoire. Et nous, nous écrivons celle de l'avenir.

Qui ne dit mot consent ?

Donc, pas de panique. Non, nous ne sommes pas cernés. Nous ne faisons même pas l'objet d'un grand complot machiavélique qui consisterait, dans des officines secrètes que j'imaginerais comparables aux grands bureaux où, dans le roman de George Orwell, « 1984 », des bataillons de travailleurs réécrivaient constamment les archives pour adapter la mémoire aux soubresauts du régime dictatorial, Big Brother, à demander à des spécialistes d'inventer de nouveaux vocables. A la limite, on pourrait blâmer les communicants et les adeptes du storytelling qui produisent à destination des hommes politiques des éléments de langage.

La réalité, comme souvent, est plus simple. « *Cette langue n'est pas la conséquence d'une politique déterminée*, souligne Eric Hazan. *Il n'y a pas de complot, pas de « décideurs » qui se réunissent et se disent : cette semaine on va lancer « exclusion », « transparence », la semaine prochaine, on lancera « diversité » et « gouvernance ». La LQR est dominante seulement parce qu'elle est pratiquée et répandue par un grand nombre de personnes très variées. Très variées, j'insiste : cela va du directeur de com de la RATP à un juge antiterroriste, en passant par un membre du cabinet du ministre de l'Agriculture, un chroniqueur de France Culture, un enquêteur d'un institut de sondages ou un créatif de pub. Ces gens-là ont tous en commun de sortir des grandes écoles où on leur a enseigné qu'ils étaient « l'élite ».*

Mais est-ce pour autant rassurant ? Nous sommes donc tous quelque part partie prenante de cette évolution. La presse en est le relais, bien sûr mais nous aussi, nous sommes les locuteurs de la LQR.

Dernière remarque. Le contraire de la LQR n'est pas « dire tout haut ce que les autres pensent tout bas » ou encore « de tordre le cou au soi-disant politiquement correct », une tarte à crème souvent invoquée par ceux qui pensent penser librement. « *... Le Pen ne parle pratiquement jamais en LQR*, note Eric Hazan. *Il ose dire des choses très brutales ouvertement, et Sarkozy ne fait là que reprendre cette technique, très efficace. Ne pas pratiquer la novlangue (8) n'est pas forcément entretenir un discours de vérité. La violence sémantique de la propagande ou de la communication des partis extrémistes ou populistes.* » La solution est sans doute plus modeste, mais à notre

portée. **Ne pas créer une novlangue pour en combattre une autre mais incessamment, repérer ses manifestations.** « *La LQR, pour la combattre, il faut déjà la repérer et la comprendre, en rire. On y arrive très bien* », conclut Eric Hazan.

Alors promis, la prochaine fois qu'on nous parlera d'austérité, voire même de plan de relance, c'est aux aguets qu'on sera. Et la prochaine fois que je parlerai d'exclu, je me giflerai. Enfin, façon de parler.

Nathalie Delaleuwe, pour le CBCS asbl



Austérité, de quoi es-tu le nom ? Les notes

(1) Il s'agissait de l'Agence Alter, du Forum Bruxellois de lutte contre la pauvreté et de la Fédération des Services Sociaux.

(2) Hazan, Eric, LQR. La propagande du quotidien, Ed. Raisons d'agir, 2006.

(3) Stan Neumann La Langue ne ment pas, film tiré des journaux de Victor Klemperer écrits de 1933 à 1945 avec de nombreux extraits du livre Langue du Troisième Reich : Carnets d'un philologue. **Pour visionner des extraits de ce documentaire**

(4) Victor Klemperer, LTI, la langue du IIIe Reich, pp 39-40, Pocket Agora, 1996, Albin Michel.

(5) Voir à ce sujet le site des économistes atterrés. <http://atterres.org/>

(6) COQUET, Jean-Claude, FENOGLIO, Irène, Dernières Leçons. Collège de France (1968-1969), EHESS/Gallimard/Seuil, « Hautes études », 206 p., 2012.

(7) <http://guerre.libreinfo.org/novlangue/dico-de-novlangue.html>

(8) La novlangue fait référence au roman d'anticipation 1984 de George Orwell. Par extension, elle désigne la simplification lexicale et syntaxique de la langue afin de rendre impossible l'expression des idées subversives.